

JOURNÉE D'ÉCHANGES RÉGIONALE

La citoyenneté au service d'une société plus égalitaire

Synthèse de la journée du 22 juin 2018

■ CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA JOURNÉE

Les représentants-es de l'Etat, comme les élus-es au niveau national et local, peuvent être des facilitateurs de l'engagement et de la participation citoyenne. Pour autant, et même si la loi peut impulser et recommander des pratiques, donner un cadre, voire contraindre, il est évident que la participation citoyenne ne se décrète pas, et que, « tout ce qui n'est pas interdit étant autorisé », l'initiative citoyenne, potentiellement, est illimitée. Or, il existe parfois un décalage entre un foisonnement d'initiatives citoyennes et les instances ou dispositifs mis en œuvre par les institutions, avec un risque de démobilitation pour les porteurs de ces initiatives.

Cette journée, organisée par la Plateforme EST (Egalité et Solidarité entre les Territoires) visait à mettre en lumière les conditions permettant à des expériences citoyennes d'infléchir les politiques publiques et d'atténuer les inégalités territoriales.

- Comment des initiatives de citoyens-nes, d'habitants-es, permettent de lutter contre les inégalités ?
- Quelle peut être la place, le soutien et les modalités d'appui de la part de la puissance publique ?
- Comment susciter ces initiatives, les accompagner, les développer ou au contraire les laisser vivre et se transformer en dehors de l'institution ?
- Quels positionnements et stratégies de développement pour ouvrir le « champ des possibles » ?

■ PROGRAMME

Environ 90 personnes ont participé à cette journée, qui s'est tenue à Metz. Elles sont issues de collectivités territoriales, de services de l'Etat, du milieu associatif, etc.

La matinée était consacrée à des interventions et échanges avec Dominique Valck, Co-Président de la Conférence des Conseils de Développement du Grand Est et Albert Ogien, Sociologue. Un forum des initiatives a permis aux participants-es d'échanger sur leurs pratiques et leurs expériences singulières.

L'après-midi a été dédiée à des échanges en ateliers, sous forme de forum ouvert, autour d'objets d'échanges proposés par les participants-es.

Les organisateurs tiennent à remercier les structures qui ont accepté de témoigner de leurs actions à cette occasion :

- Association Ecoquartier (67)
- Horizome (67)
- La Fabrique d'Initiatives Citoyenne du Relais-famille du Saintois (54)
- La Ferme de Borny (57)
- Le Florain, monnaie locale (54)
- La GARE (Groupement d'Acteurs Ruraux en Eco-activité) (52)
- La table de quartier du CSC Papin (68)
- Makers for change (67)
- Territoire zéro chômeur de longue durée de Colombey-Les-Belles (54)

Le présent document rend compte, de manière succincte, des interventions et échanges qui ont eu lieu pendant la journée.

PLATEFORME EST

Citoyens et Territoires et l'ORIV ont créé un espace mutualisé, la Plateforme EST - Egalité et Solidarité entre les Territoires. Elle fonctionne comme un « pôle d'expertise » au service des politiques territoriales : quartiers prioritaires, grandes agglomérations, métropoles, espaces périurbains, petites villes et campagnes, dans une logique de développement (local, économique...) et de solidarité.

■ RETOUR SUR LES INTERVENTIONS EN MATINÉE

*Quelques allocutions ont précédé les deux interventions de la matinée
Retour en images et en mots*



Thomas SCUDERI
Adjoint au Maire de Metz à la
citoyenneté et à la démocratie
participative

*Le terme de démocratie participative est un
pléonasme !*

*Lorsqu'on co-construit avec les habitants,
on évite des approximations.*



Olivier JACQUIN
Président de Citoyens et
Territoires - Grand Est

*Citoyens et Territoires est un des premiers
signataires de la Charte de la participation.*

*La citoyenneté au service d'une société plus
égalitaire : on ne résout pas le problème de fond
qui est le manque de cohésion de notre société.*



Francis GRANDJEAN
Membre du Bureau de
l'Observatoire Régional de
l'Intégration et de la Ville

*L'organisation de cette journée est une
véritable bouffée d'oxygène d'optimisme, un
démenti à la désespérance.*

*Les projets présentés aujourd'hui sont portés
par des personnes et des collectifs. Ces
projets sont porteurs de changements.*

*Le désaccord est consubstantiel de la
solution.
La crise la plus urgente à gérer est celle du
sens, avant même la crise sociale, la crise
économique.*

*Mon ennemi, moi ce n'est pas la finance, c'est
l'article 40 de la Constitution*



Dominique VALCK
Co-Président de la Coordination
Nationale des Conseils de Développement
(CD) et Co-Président de la Conférence des
Conseils de Développement du Grand Est

*Les instances officielles de la représentation versus les
pratiques autonomes des citoyens ? Pour ces derniers,
ce qui prévaut, c'est la valeur des débats, c'est l'égalité
des prises de paroles et de position de chacun.*

*Les structures des partis et syndicats ne correspondent
plus aux aspirations citoyennes des gens. Ils font leur
politique ailleurs, hors de ces cadres.*



Albert OGIEN
Sociologue

■ INTERVENTIONS CROISÉES DE DOMINIQUE VALCK ET ALBERT OGIEN

Les deux intervenants se sont retrouvés sur quelques lignes forces dans leur approche de la citoyenneté, des nécessités du débat public, de la légitimité des expressions des uns et des autres, de l'évolution du sens critique et politique des citoyens de France et du monde.

DOMINIQUE VALCK : HYBRIDONS LES STRATES ET LES COMPÉTENCES



Il lance un véritable cri du cœur : « *Que les décideurs décident : OUI, bien sûr ! C'est ce que nous attendons d'eux* ». Mais ce qu'il souhaite, c'est que les élus-es fondent leur légitimité, non pas uniquement sur un blanc-seing électoral, mais sur un réel accompagnement des dynamiques citoyennes. Que les élus-es dépassent leurs craintes et qu'ils et elles s'emparent des avis non-convenus pour enrichir leurs réflexions, c'est l'appel de D. Valck, qui ne conçoit pas la démocratie comme un long fleuve tranquille.

Il la rapprocherait plutôt d'un « chaos créatif pour la fabrique du commun », basée sur la légitimité des élus-es autant que les bénévoles dont la force lui semble reposer sur l'absence d'intérêt personnel.

Dans le même esprit, D. Valck en appelle au droit à l'expérimentation, au droit à l'erreur, à des formes de désobéissance civile, démocratique. Pour aider la « société civile désorganisée » à se construire, il faut remettre l'éducation populaire au goût du jour, il faut permettre aux citoyens-nes d'apprendre. On ne naît pas citoyen-ne, on le devient. Et on ne le devient pas sur une quelconque injonction, mais à force d'apprentissage, d'éducation, d'expérience. S'il est tentant de chercher à rationaliser une démocratie participative à moindre coût, il semble aujourd'hui plutôt nécessaire à D. Valck d'y accorder des moyens bien supérieurs - pas forcément sous forme d'indemnités - pour permettre à la démocratie participative de vivre réellement, de s'épanouir, en faisant venir des conférenciers-ières, en finançant des voyages d'études, en libérant légalement « du temps démocratique », « du temps citoyen ». En effet, comment « fabriquer société » si on ne donne pas aux gens les moyens de venir débattre démocratiquement ? Après le travail ? Prendre des vacances pour ce faire ?

En invitant chacun-e à revendiquer d'être acteur ou actrice du projet de société, D. Valck veut ré-enchanter l'idée d'une place pour tout-e citoyen-ne.

ALBERT OGIEN : UN CHANGEMENT DE REGARD ET DE PERSPECTIVE PERMET DE COMPRENDRE QUE LES CITOYENS-NES SONT PLUS QUE JAMAIS POLITISÉS-ES



En effet, dans le courant de cette journée, A. Ogien en a appelé à « *réhabiliter la lambdatitude du citoyen* », précisant qu'« *on peut diriger sans avoir fait sciences po* ». L'idée ne tombe pas sous le sens. Il regrette que la voix des citoyens-nes – et encore plus celles et ceux « de seconde zone » - ne soit pas reconnue, qu'elle souffre d'un grand irrespect. Selon lui, justement, c'est du débat que naît l'intelligence collective, dans la reconnaissance de la parole de tous-tes et dans le respect de procédures démocratiques partagées avec le plus grand nombre.

Ce qui est politique, c'est de débattre, d'organiser la vie des gens, de manière égalitaire. Relayant ainsi les propos de Sandra Laugier¹, il en appelle à une « société civile » plutôt qu'une « société servile » et réclame l'entrée des citoyens-nes en politique de manière organisée, pour pallier les écueils des « institutions rouillées ». Ses recherches l'invitent à constater que du fait de l'attention exclusive que nous portons sur les « grands de ce monde » (qui n'ont finalement que peu d'influence sur notre quotidien), les initiatives citoyennes n'ont pas assez de visibilité médiatique, alors qu'au contraire, ce qui importe, c'est les mouvements citoyens, petits et grands, les contre-pouvoirs, qui portent réellement des actes politiques.

A. Ogien oppose deux formes de légitimité : celles des instances officielles de la représentation versus les pratiques autonomes des citoyens-nes. Ces dernières, non encadrées, ne visent pas la conquête du pouvoir. Leur valeur intrinsèque est l'égalité des prises de paroles et de position dans les débats. Il est certes difficile de penser de la sorte lorsqu'on se réfère aux dérives que l'on prête aux masses, au peuple (peine de mort, islamophobie, anti-migrants...), d'autant plus que les citoyens-nes doutent de leurs propres compétences et hésitent à prétendre égaux les « professionnels-les du corps politique ». Or il existe une capacité politique propre à chaque citoyen-ne qui, pour gagner en compétence, doit bénéficier de moyens et d'un cadre légal issus de choix politiques engageants, qui appuieraient le bien-fondé des réflexions citoyennes. Dans nombre de situations (barrage de Sivens, aéroport de Notre Dame des Landes...), ce sont les tribunaux qui ont reconnu la défaillance de l'Etat et donc reconnu la qualification du « peuple », disons de l'ensemble des citoyens-nes qui, concernés-es par la vie politique, se sont mobilisés-es sur ces causes.

¹ Philosophe, co-auteur avec A. Ogien de plusieurs ouvrages sur la démocratie.

A. Ogien a attiré notre attention sur le fait qu'avec Sandra Laugier, dix ans auparavant, ayant entamé leur long travail de réflexion sur la démocratie, ils avaient remarqué une certaine haine de la démocratie, en particulier de la part des jeunes. Pourquoi ? Parce que, semble-t-il, les citoyens-nes « confondaient » démocratie réelle et démocratie représentative telle qu'ils la vivent et la ressentent. Dès lors, ils ont cherché à démonter les mécanismes qui nous empêchent de croire que la société peut s'appuyer sur une entière confiance aux citoyens-nes et qu'elle peut fonctionner sans parti.

Ainsi, croit-on que les gens sont individualistes ? Rien de moins sûr au regard du nombre d'organisations collectives existantes et performantes. En revanche, effectivement, chacun-e est devenu-e plus attentif-ve à l'égalité des opinions et à la nécessité de refuser l'obéissance aveugle aux dirigeants-es. Les élites s'en retrouvent désemparées, ne pouvant que se désoler de la fin d'une forme d'autorité qui, une fois élues, leur paraissait toute naturelle et inconditionnelle.

Les citoyens-nes seraient dépolitisés-es ? Ce n'est qu'un changement de regard et de perspective qui permet de privilégier une compréhension alternative de la situation : ce sont les structures des partis et syndicats qui ne correspondent plus aux aspirations citoyennes. Les gens agissent et font désormais leur politique ailleurs, hors de ces cadres partisans, au sein d'associations, d'ONG, de mouvements localisés ou mondiaux, sans chef ni prêt-à-penser préalable, dans leur village, leur quartier... La désertion des partis et syndicats ne signifie pas désertion du politique, au contraire. Pour l'anecdote, posons-nous la question de savoir pourquoi les médias focalisent sur les partis politiques alors que ces « structures moribondes » ne comptent parmi leurs adhérents-es que 0,57 % des français-es ? La connaissance de cette donnée ne faciliterait-elle pas l'idée (qui en heurte certains-es) de penser une démocratie sans partis ?

Pour conclure, A. Ogien considère comme un drame de réduire la citoyenneté des gens et nous alerte sur le fait que les émeutes naissent de ce que les gens ne peuvent s'exprimer politiquement, sur le fait que ce n'est pas QUE les jeunes de quartiers qui ne votent pas, mais bien TOUS les jeunes.



■ SYNTHÈSE DU FORUM OUVERT

L'après-midi s'est déroulé sous forme de forum ouvert ; les participants-es ont eux-mêmes choisi les thématiques des ateliers.

Pour restituer leurs échanges, chaque groupe a rédigé à l'issue du temps de travail un slogan présenté ci-dessous.

ATELIER : N'Y A-T-IL PAS UNE FORME D'INJONCTION À LA PARTICIPATION NOTAMMENT DES JEUNES ET / OU DES HABITANTS-ES DES QPV ?

#PASCONTENT

#STOPAPPELAPROJETS

ATELIER : LA MOBILISATION DES HABITANTS-ES POUR UN ENGAGEMENT CITOYEN

Ma mobilisation et mon engagement ne s'imposent pas et ne se décrètent pas.
Je me les approprie en fonction des projets et des actions.

ATELIER : LA CITOYENNETÉ ET LES MIGRANTS-ES

Ces expériences contribuent VRAIMENT à la lutte contre les inégalités. Là, on s'attaque bien aux inégalités sociales et territoriales. CE N'EST PAS UN TRUC DE BOBOS !

ATELIER : MONNAIE LOCALE À VOCATION SOCIALE : ZÉRO CHÔMAGE ET BUDGET PARTICIPATIF

Respecter et reconnaître la personne comme citoyen-ne du monde (différent-e d'un statut, d'une nationalité), par la solidarité (« amis-es ») et le respect (prendre acte de ce que les personnes sont) de la proximité (nous).

ATELIER : MONTER EN COMPÉTENCE POUR SE SENTIR PLUS LÉGITIME À AGIR

De la confiance naît le sentiment de légitimité.

ATELIER : COMMENT SE FAIRE ENTENDRE QUAND ON A DES SOURDS-ES AUX MANETTES ?

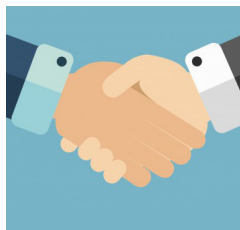
Croire en soi et en chacun-e : osons le sonotone !



Trois sujets sont ressortis de façon transversale aux différents ateliers : la confiance, la reconnaissance et la finalité.

CONFIANCE

Confiance en soi, confiance en les autres, confiance dans le cadre



Les participants-es souhaitent un changement de regard, de méthode pour être plus en confiance et mettre en confiance les habitants-es, les jeunes, etc. Cela peut se faire en partant des éléments positifs à valoriser, les potentiels, les possibles ; et en arrêtant de déformer les personnes et leurs projets, pour les faire « rentrer dans les cases ».

Les mamans ne sont pas que des mamans !!! Elles savent faire autre chose que des gâteaux, du couscous ou de la couture !!!

L'enjeu de la confiance concerne également la confiance en soi, en ses propres capacités pour agir. Etre reconnu légitime par les autres, mais surtout se sentir légitime soi-même. Cela peut passer par la confiance dans le cadre : quelles sont les « règles » mises en place collectivement ? Les espaces d'action collective sont aussi des lieux d'apprentissage, d'expérimentation, où chacun-e a le droit de se tromper.

De la confiance naît le sentiment de légitimité

Par ailleurs, il serait intéressant de permettre le dialogue entre diverses instances, de créer des espaces hybrides, où les intérêts, les gens et les acteurs se rencontrent. Il semblerait que comme les politiques publiques, la participation citoyenne fonctionne aussi en tuyaux d'orgue.

Les pratiques et initiatives citoyennes à l'étranger sont inspirantes. En France, il est beaucoup question de normes ; on formate ; ailleurs la créativité, l'habitant-e, l'initiative, semblent davantage valorisés-es. De plus, cette confiance ne peut se créer sans un cadre de qualité et pérenne. Cela nécessite des professionnels-les qualifiés-es, payés-es correctement, des centres de loisirs de qualité, de vraies « maisons de quartier », des « serendipity cafe¹ » comme dans les pays anglo-saxons.... Ces lieux permettraient de sortir des échanges en vases clos, et d'exprimer des idées, des projets...

Créer des espaces de liberté de penser et d'agir, s'appuyer sur les divergences, pour les mettre en dialogue.

RECONNAISSANCE

Se faire connaître et faire (re)connaître l'engagement citoyen



La reconnaissance des personnes consiste aussi à ne pas calquer son propre mode de fonctionnement sur les autres, ou encore à éviter l'injonction à la participation. Il y a des gens qui ne veulent pas parler (question de caractère), et d'autres qui vont parler seulement si on les y invite. Dans un collectif, il est nécessaire de prendre en compte la personnalité de chacun-e, tout en reconnaissant leur légitimité.

Tout le monde est déjà légitime ; il faut prendre en compte la personnalité de chacun.

Pour les migrants-es, la reconnaissance consiste notamment à tenir compte de ce que la personne apporte quand elle arrive. Il est important de prendre en considération la culture et le pays d'origine des réfugiés-es pour pouvoir mieux les accueillir. Par exemple, les Accorderies sont basées sur l'échange de compétences et valorise les savoir-faire : « Je donne du temps et je reçois du temps dont j'ai besoin ». Cela permet de trouver des portes d'entrée universelles, qui parlent à tout le monde.

Est-ce que plutôt que parler de citoyenneté, on ne devrait pas juste parler du besoin d'être reconnu-e, de trouver sa place ici ?

La prise en compte de l'avis des citoyens-nes par les élus-es n'est pas toujours visible, et cela dans les sphères locales, nationales, etc. Comment faire entendre sa voix auprès des élus-es ? Comment faire reconnaître son intérêt dans la vie publique ?

- En allant voter, même blanc
- En s'imposant grâce à ses compétences. Il y a beaucoup de compétences dans la société civile, cela étonne toujours les élus-es. Il faut se saisir d'un dossier stratégique et sortir des données auxquelles ils et elles n'avaient pas pensé.

¹ La sérendipité est le fait de réaliser une découverte scientifique ou une invention technique de façon inattendue à la suite d'un concours de circonstances fortuites et très souvent dans le cadre d'une recherche concernant un autre sujet (source Wikipédia).

- Faire en sorte d'être soutenu-e par la presse locale, ce qui est souvent le cas lorsque la société civile produit du contenu sur un dossier,
- Se souvenir qu'on a le facteur temps avec soi : les élus-es sont pressés-es et zappent souvent la concertation, mais les citoyens-nes, les conseils de développement ont le temps.

S'il y a des sourds aux manettes, il y a aussi beaucoup de muets et de non-citoyens-nes dans la société civile !

FINALITÉ

Participer pour quoi faire ?



Dans toutes les procédures, les plans, les dispositifs, on en appelle à la participation. Résultat, on retrouve un fonctionnement en tuyaux d'orgue des instances participatives, qui nuit à un réel fonctionnement démocratique. Il semble y avoir une incapacité à rebondir sur des idées, des initiatives réelles, sans prise en compte de ce qui est dit et sans que les apports des uns-es et des autres ne soient partagés collectivement.

Les appels à concertation ou participation portent soit sur des questions d'urbanisme, soit c'est du vent, soit c'est sur des sujets inintéressants, tout est décidé en amont.

Les finalités des procédures de « mobilisation des habitants-es » sont rarement partagées. Il peut s'agir de recueillir des avis, de formuler des contre-propositions, créer une forme de solidarité entre participants-es, etc. L'engagement peut aussi être ponctuel, en fonction des projets, des réalités de la vie...

S'engager est un état d'esprit, un libre choix, cela ne peut être imposé.

En fait, beaucoup d'outils nuisent à la participation réelle. Néanmoins (en essayant de voir le verre à moitié plein), cela ne fait-il pas bouger un peu les choses, les lignes ? Par exemple, aujourd'hui, lorsqu'il y a de la participation (instances avec habitants-es, techniciens-nes, élus-es), c'est positif de pouvoir s'exprimer, faire entendre ce qu'on a à dire.

Pour chaque projet, il faut respecter une méthodologie, partir de problématiques, viser un impact social... sauf qu'au final les porteurs se « déforment » et écrivent des dossiers adaptés aux attentes de l'institution (versus besoins des habitants-es!).

Question du cadre dans lequel chacun a une place : pourquoi, comment, quel sens du projet ?

CONCLUSION

Selon Albert Ogien « *du débat naît l'intelligence collective. Ce qui est politique, c'est de débattre de manière égalitaire.* »

Nous ne pouvons que partager ce point de vue traduit en acte lors de cette journée du 22 juin.

Des expériences citoyennes collectives ont démontré tout leur intérêt, les échanges ont permis l'expression de tous-tes les participants-es.

Nous espérons avoir permis ce jour-là une réelle hybridation des acteurs, des pratiques et des analyses des différentes parties présentes. Nul doute que nous renouvellerons l'expérience pour continuer à accompagner les processus de changement, les bruissements de nos territoires !

D'autres éléments sur cette journée seront disponibles sur les sites de l'ORIV et de Citoyens et Territoires-Grand Est pour compléter votre réflexion sur cette thématique.



PLATEFORME EST

Plateforme Egalité et Solidarité entre les Territoires



Centre de ressources politique de la ville,
intégration, discriminations - Grand Est
1, rue de la Course
67000 Strasbourg
tél. : 03 88 14 35 89
mail : contact@oriv.fr
www.oriv.org

Citoyens & Territoires - Grand Est
7 rue Alexandre III
54170 Colombey-les-Belles
tél. : 03 83 52 80 62
mail : accueil@citoyenterritoires.fr
www.citoyenterritoires.fr